

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

Le vrai visage du social-libéralisme

L'analyse de l'échec du PSS aux dernières élections était claire: c'est dans les cantons où l'aile sociale-libérale du PSS est devenue dominante, que le PSS a fait les moins bons scores: à Berne et Zurich, alors qu'il progressait à Fribourg, au Jura ou dans le canton de Vaud (voir PdG No 61, nov. 2007). C'est donc naturellement que pour la succession de H.J. Fehr, la candidature de Christian Levrat, semblaient faire l'unanimité. Il incarnait une ligne claire, proche des syndicats et mettant au centre la justice sociale et une meilleure redistribution des richesses. Son élection à la tête du PSS n'a souffert d'aucune contestation durant ces derniers mois. Et, pourtant! Il n'a fallu qu'une semaine pour que Simonetta Sommaruga, cheffe de file de l'aile sociale-libérale, se répande dans la presse dominicale pour critiquer les positions du nouveau président. Un tel comportement politique est inadmissible. Il est l'illustration du vrai visage du social-libéralisme: une construction médiatique, qui refuse le débat au sein des structures démocratiques du parti et préfère être célébrée par les médias comme une soi-disant modernisation de la gauche, qui ne fait en réalité que masquer les reniements de ses valeurs fondamentales. La force d'un parti politique se mesure à sa capacité à ne pas dépendre du pouvoir des médias commerciaux. Et c'est justement en s'investissant dans la construction d'un parti fort et en intervenant dans le débat public, sans succomber aux injonctions médiatiques, que se trouve l'avenir d'une force politique. Enfin, et c'est sans doute le plus pénible, en se comportant de la sorte, Simonetta Sommaruga ne fait que renforcer ses chances d'être élue au Conseil fédéral, avec l'appui de l'UDC et des radicaux, trop heureux de faire subir au PS la même opération que lors de la non-réélection de Christoph Blocher.

Rédaction



DOSSIER: LA PAUVRETÉ EN SUISSE

Combattre la pauvreté, pas les pauvres!

Il est souvent question dans les médias des salaires pharaoniques des grands managers, en revanche, les pauvres font beaucoup moins la une de l'actualité. Pourtant, leur nombre en Suisse est important.

Jusqu'au début des années 1990, la question de la pauvreté dans notre riche pays était largement reléguée à l'arrière-plan. Cependant, avec la récession du début des années 1990 et la progression du chômage au cours de la dernière décennie, le phénomène de la pauvreté, et notamment des «working poors», a fait sa réapparition de manière durable. Les premières études de Caritas ont mis en évidence l'ampleur du phénomène. Au total, en prenant en compte les différentes catégories de personnes concernées (les jeunes, les personnes en âge de travailler et les personnes âgées), on arrive à près d'un million de personnes pauvres, selon les estimations de Caritas. C'est un scandale que dans un pays aussi riche, une proportion aussi importante de la population soit dans la pauvreté.

Réd.

Suite du dossier, pp. 5-10.

Point fort
Quelle politique fiscale après le 24 février?

Page 4

International
Bush en tournée africaine

Page 11

Engagements
Rencontre avec Marianne Enc-kell

Page 12

Le mendiant et le riche contribuable

L'Allemagne est secouée depuis plusieurs jours par un vaste scandale de fraude fiscale en direction du Liechtenstein qui se chifferrait en plusieurs milliards d'euros.

Le Liechtenstein, pour seule réponse, se la joue jeune vierge effarouchée: «*Ha! ma souveraineté violée! En s'en prenant à mes banques, c'est moi qu'on assassine!*» Pour un peu, on entendrait la Suisse...

Et le pire, c'est que ça marche! La RSR, dans son journal du matin, présente le Liechtenstein comme un «David» affrontant un «Goliath» allemand qui n'aura pas eu besoin d'attendre longtemps avant d'être qualifié «d'Etat fouineur». Et puis, comme il s'agit de l'Allemagne, une petite référence historique n'est jamais de trop... Ni une, ni deux, voici un journaliste de la RSR qui rappelle le «*poids de l'histoire*» et qui dénonce «*l'arrogance allemande*» dont les pays européens ont déjà «*trop souffert*». Faire une analogie entre nazisme et lutte contre la fraude fiscale, il fallait oser... surtout depuis la Suisse, un pays qui a permis aux nazis de blanchir quantité d'or spolié pendant la deuxième guerre mondiale. Et pourquoi ne

pas parler de notre sacro-saint secret bancaire? En 1932, plus de mille riches contribuables français sont pincés par le fisc de leur pays pour avoir caché d'importantes sommes dans les banques suisses. Que font les autorités suisses? En 1934, elles inscrivent le secret bancaire dans la loi fédérale sur les banques, qu'on laisse les puissants magouiller en paix la prochaine fois... *Business first*. On cherche à convoquer l'Histoire? Convoquons-la! Nous verrons que la Suisse n'a de leçon à donner à personne.

A Genève, les pandores, en plus d'amender le mendiant pour délit de pauvreté, lui font les poches pour payer ladite amende... les médias tiquent à peine. Par contre, la criminalité économique, elle, semble presque bénéficiaire de la sympathie de certains commentateurs. «*Après tout qui n'essaie pas de frauder l'Etat accapareur?*»

C'est qu'en Suisse, la fraude fiscale est un sport national. Forfaits fiscaux, *flat tax*, impôts dégressifs... Qu'est-ce sinon une criminalité économique institutionnalisée?

Julien Wicki

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr.49.-
Abonnement de soutien: Fr.130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuse-eur-s): Fr.29.-
CCP 17-795703-3

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), Nicolas Gachoud (NG), Mathieu Gasparini (MG), André Mach (AM), Raphaël Mahaim (RM), Cyril Mizrahi (CM), Philippe Mivelaz (PhMi), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schaer (MS), Julien Wicki (JW).

Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Dominique Hartmann, Pierre-Yves Maillard, Jean-Marie Meillard, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Florian Ruf, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Comité de parrainage:

Franco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane Rossini.

Collaboration permanente:

Christian D'Andrès, Grégoire Junod, Salima Moyard, Philipp Müller, Marc Olivetta, Christian Vullioud.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Julien Wicki, Lausanne

Impression:

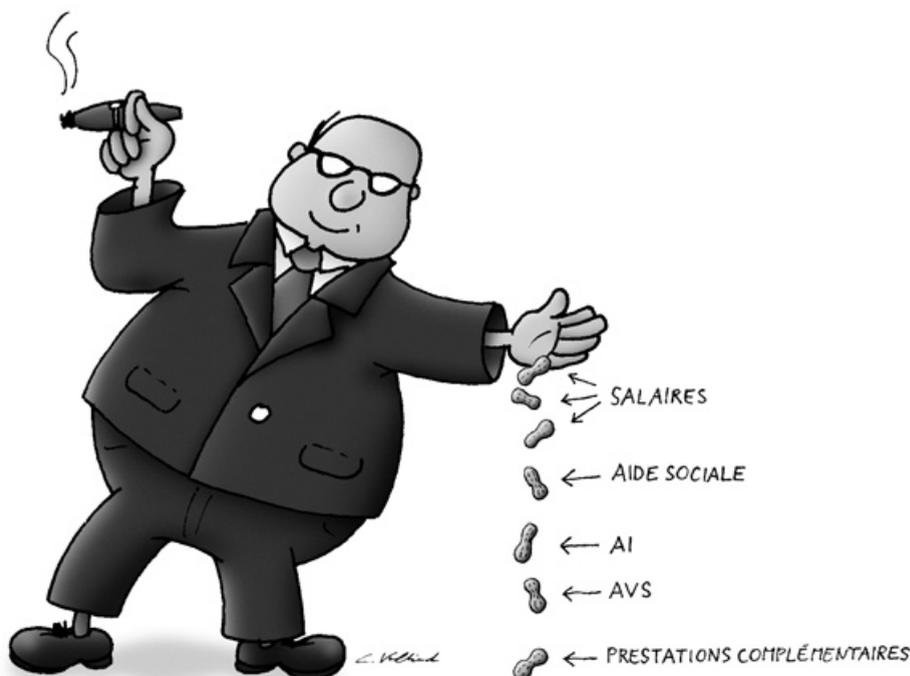
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

LE BLOG DE LA RÉDACTION!

Pages de gauche s'efforce de fournir chaque mois des informations et des réflexions utiles pour la construction d'une gauche critique. Le rythme d'un mensuel ne permet néanmoins pas toujours d'être en phase avec une actualité importante. Les contraintes du papier, en termes des place notamment, empêchent parfois de transmettre une documentation suffisante pour les personnes qui aimeraient explorer plus avant un sujet développé dans nos colonnes. Ces deux soucis sont désormais révolus! Pages de gauche a lancé sur son site un «blog de la rédaction» qui est constamment alimenté par les rédacteur/trice-s, et qui est ouvert aux commentaires du public. Nous attendons votre visite sur WWW.PAGESDEGAUCHE.CH

SOMMAIRE

- 1 Un combat toujours présent
- 2 Le mendiant et le riche contribuable
- 3 Vote du 24 février: bilan et perspectives
- 4 Le travail c'est (toujours) pas la santé
- 5 à 10 Dossier: La pauvreté en Suisse
- 11 George Bush: mais pourquoi l'Afrique?
- 12 Le pilotage à vue du Conseil fédéral
- 13 «Rolex Learning Center»: un pas vers la privatisation de l'EPFL?
- 14 Le Monde selon Monsanto: une enquête terrifiante
- 15 Entretien avec Marianne Enckell, animatrice du CIRA et militante anarchiste
- 16 La dernière – Agenda



Votation du 24 février: Bilan et perspectives

Malgré une victoire à l'arraché, la logique de nouvelles baisses d'impôts s'impose naturellement, même dans les rangs de la gauche. Il est hélas très dangereux de légitimer de telles baisses dans un pays où l'impôt est loin d'être punitif.

20'000 voix. Cette quasi-victoire reste hélas une défaite, même si la surprise était de taille quant à la faiblesse de l'écart, aussi bien dans les médias que chez les partis. Il convient donc de s'interroger sur les erreurs de la campagne plutôt que de se féliciter de ce résultat, aussi inattendu soit-il. Quel est l'infime coup de collier qui nous aurait permis d'éviter cet honteux cadeau fiscal?

Les regards se tournent bien sûr vers l'ensemble de la gauche. Crevons l'abcès : on a peu, bien trop peu entendu les Verts se prononcer sur la question. Pourtant formellement opposés à la réforme, ils n'ont pas mené de campagne active, à quelques exceptions individuelles près. Les syndicats non plus ne se sont pas distingués par leur forte opposition au projet. De même, on ne peut que déplorer l'absence d'engagement contre ce projet de la part de certains conseillers d'Etat de gauche, en particulier à Genève, qui explique sans doute la victoire du Oui au bout du lac.

A cela s'ajoute la flagrante disproportion des moyens investis – comme d'habitude, pourrait-on dire: quelques 400'000 francs pour les opposants contre environ 8'000'000 pour les défenseurs du projet.

Enfin, les médias ont joué très partial dans cette campagne. Ils ont largement repris les principaux arguments des partisans de la réforme, en ne faisant référence qu'aux avantages dont bénéficieraient les PME (certains n'étaient d'ailleurs pas contestés par la gauche), et en évacuant trop facilement les principaux bénéficiaires de la réforme, à savoir les gros actionnaires. Les faramineuses recettes publicitaires garanties par les partisans de la réforme n'y sont certainement pas pour rien.

UNE DÉFAITE... ENCOURAGEANTE

Ne taisons cependant pas complètement le petit succès derrière la défaite. Ce chiffre de 49.5% d'opposants sans «Röstigraben» apporte aussi un certain espoir. Sur cette question, la gauche a rassemblé largement au-delà de son électorat, mettant au passage à mal l'image de défenseurs des familles ou des petites gens que n'hésitent pas à s'attribuer les opportunistes bourgeois.

Malgré ce résultat encourageant, la gauche doit développer un discours et des positions claires sur les entreprises, et en particulier les PME. En effet, le débat autour de la réforme ne tournait pas autour d'un simple clivage entre salariés et patronat, car la réforme négligeait honteusement la plupart des petits entrepreneurs qui ne sont, finalement, défendus par personne au niveau politique.

FISCALITÉ: QUEL DISCOURS À GAUCHE?

Cependant, la campagne a également mis en lumière certaines divisions fondamentales de la gauche. Nous manquons de cohésion sur les questions fiscales. En témoigne le fait que la plupart des politiciens impliqués dans la campagne ne s'opposaient pas formellement au démantèlement prévu d'une bonne partie de l'impôt sur le capital. Et ce, alors que l'exigence et la défense d'une imposition sur le capital et la fortune devrait être centrale pour les mouvements de gauche. De plus, la concurrence

fiscale, dans une version plus ou moins adoucie, trouve trop souvent grâce auprès de ceux qui devraient la combattre le plus fermement...

Dans le débat public, la

...Depuis ses origines, le PS s'est battu pour des conditions de travail décentes...

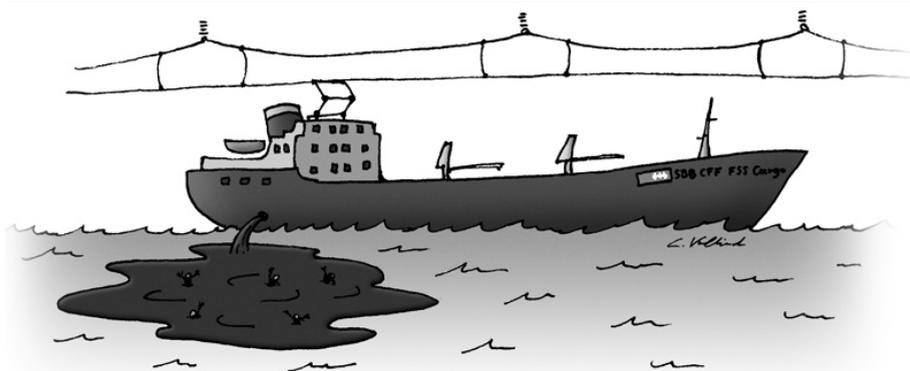
question fondamentale se réduit trop facilement à savoir quelle sera la prochaine catégorie de la population à bénéficier d'une baisse d'impôts. Est-il devenu incontestable, même pour la gauche, que les excédents des collectivités publiques doivent avant tout se traduire par des baisses d'impôts ? Avons-nous simplement oublié les politiques d'austérité des années 1990 et leurs conséquences désastreuses ? Voulons-nous simplement négliger notre besoin criant d'investissements publics ? Avons-nous renoncé à nos objectifs de politique sociale ? De surcroît, l'amélioration actuelle des finances publiques risque de ne pas se prolonger en 2008 et 2009, suite à la crise des subprimes et au ralentissement de la conjoncture. Il convient donc d'être particulièrement vigilant si l'on ne veut pas subir un retour de manivelle suite

à une baisse de recettes publiques.

Au moment où la fiscalité revient au centre de nombre de débats politiques (taux unique de TVA, l'impôt sur la dépense ou frais de représentations abusifs, nouvelle défiscalisation des entreprises, nouvelles déductions pour les enfants, imposition des holdings, fraude et concurrence fiscales), la gauche se doit de proposer des réformes sur ce sujet délicat mais fondamental. Elle doit le faire en communiquant de façon didactique. Mais surtout, la gauche doit faire attention à ne jamais jouer les complices du démantèlement de la fiscalité. Elle doit en être le rempart, et porter des propositions solides et concrètes concernant les bénéfices éventuels de la Confédération, des cantons et des communes en période de haute conjoncture. Là où les autres vident les caisses, nous devons montrer les investissements publics qu'il serait possible de réaliser ou l'amélioration des politiques sociales envisageables. Là où ils prônent un modèle de société dont la base même est l'inégalité, nous devons toujours réagir et proposer une alternative!

Benoît Gaillard et Samuel Bendahan

CFF CARGO DÉGRAISSE...



Le travail c'est (toujours) pas la santé

Deux études récentes démontrent une fois encore que tout le monde n'est pas à égalité devant le travail. Elles viennent utilement rappeler quelques réalités sordides sur le monde du travail.

Une étude américaine montre que les travailleurs ou travailleuses temporaires ou intérimaires sont soumis-e-s à des risques médicaux supérieurs à la moyenne. Quelques exemples :

- Le taux d'accidents mortels est pour les personnes auto-employé-e-s le double de la moyenne nationale.

- Le taux d'accidents dus à des seringues usagées lors de traitements de patient-e-s atteint-e-s du SIDA est 1,65 fois plus élevé pour les infirmières intérimaires que pour les infirmières stables.

- En 2004, 19% des travailleurs journaliers dans la construction avaient subi un accident de travail, contre 6% pour l'ensemble des travailleurs du secteur.

En fait, le personnel intérimaire aux Etats-Unis est constitué principalement de femmes, de jeunes, de personnes d'origine hispanique, reçoit un salaire plus

bas et une prise en charge médicale moindre (assurances maladies, etc.). Avec l'augmentation des formes atypiques, temporaires, intérimaires, sous-traitées, d'emploi (cf. art. suivant) on peut donc s'attendre à une augmentation des risques pour la santé au travail. Ce sont les populations les plus fragilisées qui sont les premières atteintes dans leur intégrité physique.

LA DOUBLE PEINE DES OUVRIERS

Ceci se traduit aussi dans les statistiques de survie, comme le montre une enquête française de l'*Institut national des études démographiques*. On a souvent tendance à comparer les espérances de vie de différents groupes sociaux, c'est-à-dire le nombre d'années qu'il reste, en moyenne, à vivre pour une personne issue d'un groupe donné. Sur ce simple indicateur, les différences sociales apparaissent déjà énormes : à 35 ans, un homme cadre

peut espérer vivre encore 47 ans ; au même âge un homme ouvrier ne peut, lui, espérer que 41 années. Ces chiffres sont déjà révoltants.

Mais les scientifiques qui ont produit cette étude ne se sont pas arrêtés là. Ils/elles ont essayé de mesurer également la qualité de vie et non seulement sa durée. Trois types d'incapacités ont été définis, allant de la nécessité d'une aide ou d'une adaptation du poste de travail ou du domicile, à un handicap sévère qui empêche de réaliser seul les actes quotidiens. Si l'on reprend les chiffres ci-dessus, un cadre de 35 ans qui aurait 47 ans d'espérance de vie, disposerait au cours de ces années de 34 ans indemnes de toute incapacité ; à l'inverse l'ouvrier de 35 ans, avec ses 41 ans d'espérance de vie, n'en aurait que 24 sans incapacités et donc 17 ans à vivre avec une incapacité.

Pour les auteur-e-s de l'étude «*Les ouvriers et ouvrières*

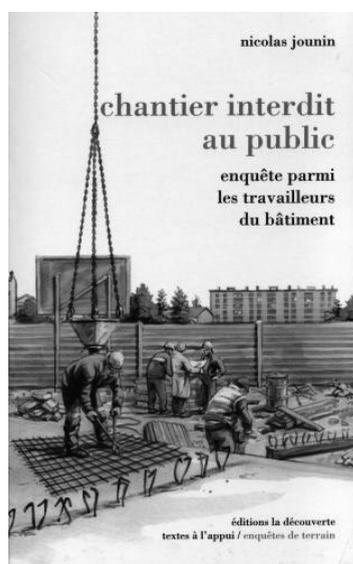
ne sont pas seulement désavantagés face à la mort : au sein d'une vie plus courte ils passent ainsi plus de temps que la moyenne en situation d'incapacité. [...] Les différences d'exposition aux risques de maladies ou d'accidents, liées aux conditions de vie et de travail, de même que les différences dans les modes de recours au système de soins, contribuent sûrement à ce double désavantage.

Romain Felli

A LIRE

CUMMINGS K.J., KREISS K., «CONTINGENT WORKERS AND CONTINGENT HEALTH: RISKS OF A MODERN ECONOMY», *JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION*, 2008, 299(4):448-450.

CAMBOIS E., LABORDE C., ROBINE J.-M., «LA 'DOUBLE PEINE' DES OUVRIERS: PLUS D'ANNÉES D'INCAPACITÉ AU SEIN D'UNE VIE PLUS COURTE», *POPULATION ET SOCIÉTÉS*, 2008, 441.



Nicolas Jounin un jeune sociologue français, adepte de l'«observation participante» a été engagé pendant plus d'une année sur divers chantiers parisiens comme ouvrier intérimaire. L'ouvrage qu'il nous propose est le fruit d'un engagement approfondi sur le terrain de la construction. Il

Un sociologue dans le bâtiment

n'est pas question de résumer un ouvrage aussi riche ici, mais relevons quelques éléments intéressants.

Premièrement, Jounin met en avant l'omniprésence des formes d'emplois précaires telles que l'intérim. Néanmoins cette précarité n'est pas nécessairement synonyme d'instabilité. Les lois sur le travail sont constamment contournées par les agences d'intérim qui agissent comme les acteurs essentiels de la «fluidification» des relations de travail. Par exemple, les contrats à durée déterminée sont systématiquement signés après la mission.

Deuxièmement, cette précarisation des formes d'engagement est liée à leur éclatement. Sur un même chantier des dizaines d'employeurs différents interviennent. Ceci a pour effet très concret

et très immédiat de détruire largement les solidarités entre travailleurs, en empêchant souvent l'émergence de revendications communes.

Troisièmement, il en découle que les syndicats sont quasiment absents dans ce nouveau type de relation de travail (ou alors des syndicats «maisons» qui fonctionnent plus comme lieu de contrôle que de résistance). Les seuls syndiqués et syndicalistes sont les travailleurs plus âgés, fixes, employés par l'entreprise centrale. Les intérimaires ne sont généralement pas syndiqués, ni, d'ailleurs, l'objet d'action des syndicats.

Quatrièmement, les résistances des ouvriers dans ce contexte prennent la forme de petites échappatoires : pause-toilettes qui durent, «faire semblant» de travailler, bref grappiller le plus de

temps de «non-travail» possible. Ces actions ne montent néanmoins pas en généralité et ne constituent pas une remise en cause du système d'emploi.

Cinquièmement, les positions hiérarchiques sur le chantier renvoient quasi-systématiquement (mais pas totalement, Jounin fait une lecture très fine et subtile de ces arrangements) à des clivages ethno-raciaux : les «Maliens» au marteau-piqueur, les «Portugais» chefs de chantier, etc. Le racisme est omniprésent et constitue assurément une forme de disciplinarisation de la main d'oeuvre.

RF

Jounin, Nicolas (2008). *Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment*. Paris : La découverte.

DOSSIER: LA PAUVRETÉ EN SUISSE

Combattre la pauvreté, pas les pauvres!

«Plus on organise de secours publics pour prendre soin des pauvres, moins ils prennent soin d'eux-mêmes, et, naturellement, plus ils deviennent misérables. Au contraire, moins on en fait pour eux, plus ils en font pour eux-mêmes, et mieux ils se tirent d'affaire.» Ainsi s'exprimait Benjamin Franklin à la fin du 18^e siècle, à l'époque où le triomphe du capitalisme imposait sa brutalité et un nombre croissant de personnes ne trouvait pas de tra-

...Comment admettre que la droite instrumentalise la pauvreté pour servir les intérêts économiques de ses dirigeants?...

vail. Ce type de propos, particulièrement en vogue dans les milieux bourgeois justifiait la remise en cause des différentes formes de secours publics et d'aides aux indigents qui existaient à l'époque. Aujourd'hui, ce même discours sur la responsabilité individuelle revient en force, notamment dans les rangs de l'UDC, pour justifier la remise en cause des différentes formes de prestations sociales aux plus démunis: Moins on leur donne, plus ils se débrouilleront.

LE RETOUR DE LA PAUVRETÉ

Alors que le phénomène de la pauvreté semblait dans une large mesure éradiqué dans les pays industrialisés avancés au cours de la phase de croissance des «trente glorieuses», la question de la pauvreté a refait surface, au cours des vingt dernières années dans le sillage de la crise structurelle de l'économie mondiale qui s'amorce à partir des années 1970. Sous l'effet de la pro-

gression du chômage, du retour des politiques libérales et de la remise en cause des politiques sociales, la question de la «nouvelle pauvreté» est à nouveau posée de manière forte. De leur côté, les statistiques sur les «working poors», sur le nombre de personnes recourant à l'aide sociale ou sur les personnes bénéficiant de certaines assurances sociales (AVS, AI, et prestations complémentaires) viennent rappeler l'ampleur du phénomène. En Suisse, presque une personne sur dix entre 20 et 59 ans est considérée comme pauvre selon l'Office fédéral de la statistique tandis qu'environ 250'000 personnes ont dû se tourner vers l'aide sociale. Alors que les revenus des plus riches n'ont cessé de progresser, conduisant à des inégalités sociales croissantes; dans un des pays les plus riches du monde, la pauvreté est d'une actualité révoltante. Comment admettre que plusieurs dizaines de milliers d'enfants vivent aujourd'hui dans des familles pauvres dépendantes de l'aide sociale? Comment ne pas trouver scandaleux le fait que le divorce et les séparations équivalent pour de nombreuses femmes avec des charges familiales à l'inévitable recours à l'aide sociale? Comment admettre que la droite, l'UDC en particulier, instrumentalise la pauvreté pour mieux servir les intérêts économiques de ses dirigeants?

PAS DE PITIÉ POUR LES PAUVRES!

Face à cette nouvelle réalité de la pauvreté, les propositions des milieux patronaux et de la droite ne font en effet qu'exiger une plus grande responsabilité individuelle, des «mesures actives» contraignantes pour les béné-

ficiaries d'aide sociale et réclamer une lutte accrue contre les abus. Cela s'est traduit par un durcissement de la législation envers les bénéficiaires d'aides sociales. S'il faut, bien entendu, prévenir et sanctionner les abus, le principal enjeu n'est pas là. L'existence de la pauvreté renvoie à un système économique producteur d'inégalités et pour lequel l'existence de salariés précarisés et pauvres n'est pas un problème, mais une nécessité. A défaut, les revendications de hausse de salaires se feraient plus fortes et menaceraient les intérêts de ceux qui font de l'accumulation inconsi-

dérée de richesses par le plus petit nombre leur cheval de bataille. Face à ce constat, deux solutions à court terme. Premièrement, il s'agit d'améliorer sensiblement les politiques d'intégration et de reconversion professionnelles en Suisse à l'instar de pays comme le Danemark. En second lieu, il convient de renforcer les efforts en faveur de la garantie d'un minimum social incompressible pour l'ensemble des salarié-e-s de ce pays. La pauvreté et le chômage ne sont jamais une fatalité.

André Mach

PETER ENIK FOISBERG



Les chiffres de la pauvreté en Suisse

Quels indicateurs utilise-t-on pour chiffrer et définir la pauvreté?

6

Lutter concrètement contre la pauvreté

Entretien avec André Isenegger.

7-8

Travailler pour être pauvre

200'000 working poors travaillent sans réussir à nouer les deux bouts.

8

Favoriser l'intégration, lutter contre les effets de seuil

Quelques enjeux des politiques sociales actuelles.

9

Quelles propositions pour combattre la pauvreté?

La gauche face au revenu minimal d'insertion fédéral.

10

DOSSIER: LA PAUVRETÉ EN SUISSE

La pauvreté suisse à travers les chiffres

Selon les statistiques officielles, près de 240'000 personnes dont un tiers d'enfants ont touché l'aide sociale en Suisse en 2005. Plus globalement, le taux de pauvreté de la classe d'âge allant de 20 à 59 ans atteint presque 380'000 personnes.

Ily a des réalités sociales que l'on croyait définitivement appartenir au passé dans notre pays. La pauvreté en fait partie. Ainsi, alors que lors de la grande crise économique des années 1930 environ un cinquième de la population suisse dépendait de l'aide publique distribuée aux pauvres, ce phénomène disparaît presque complètement pendant les décennies qui suivent la Deuxième Guerre mondiale. A partir de la crise économique des années 1990, la donne change. Le nombre de personnes à l'aide sociale recommence à grimper et la population concernée est plus hétéroclite. On compte parmi les bénéficiaires de l'aide sociale des familles monoparentales - avant tout des femmes -, des couples avec enfants aux salaires insuffisants, des personnes toxicodépendantes «transférées» par l'assurance-invalidité, des jeunes adultes en difficulté sans formation professionnelle aboutie, des migrant-e-s avec des difficultés d'intégration sur le marché du travail ou encore des chômeurs en fin de droit.

COMPTER LES PAUVRES: AIDE SOCIALE

La pauvreté est redevenue un enjeu majeur des politiques sociales suisses comme le montre la récente mise à disposition de statistiques nationales à ce sujet. Ainsi, en mai 2006 et juin 2007, paraissent les toutes premières publications élaborées par l'Office fédéral de la statistique (OFS) consacrées à l'aide sociale pour les années 2004 et 2005. En 2005, ces statistiques comptent 240'000 personnes, soit 3,3% de la population résidante, ayant touché l'aide sociale, dont 70'000 enfants et 30'000 jeunes adultes entre 18 et 25 ans.

L'inégalité face à la pauvreté se manifeste à plusieurs niveaux. En ce qui concerne les familles monoparentales, 16% d'entre elles ont eu recours à l'aide sociale en 2005. Ce taux dépasse même les 20% pour celles ayant trois enfants ou plus. Phénomène tristement connu, le risque pour une femme de se retrouver à l'aide sociale, notamment après un divorce, est très important. Ainsi, selon l'OFS, la probabilité qu'une femme divorcée doive se tourner vers l'aide sociale est deux à trois fois supérieure à celle pour un homme. Autre facteur d'inégalité: le niveau de formation. 70% des jeunes adultes entre 18 et 25 ans bénéficiant de l'aide sociale n'ont par exemple pas de formation professionnelle achevée.

Enfin, un dernier facteur porte sur la répartition géographique. D'une part, tandis que le taux d'aide sociale dans les grandes villes de plus de 100'000 habitant-e-s dépasse les 6%, il est plus de six fois moins élevé dans les petites communes de moins de 2000 habitant-e-s. D'autre part, les différences entre les cantons sont aussi considérables. Alors que dans le canton de Nidwald seulement 1,1% de la population est à l'aide sociale, à Bâle-Ville ce taux est de 6,4%. Quant aux cantons romands, les trois cantons les plus urbains et industrialisés - Genève (4,2%), Vaud (4,6%) et Neuchâtel (5,4%) - se trouvent parmi les régions les plus concernées, contrairement au Jura et au Valais.

COMPTER LES PAUVRES: TRAVAILLEURS/EUSES

L'aide sociale donne une première base à l'évaluation de la pauvreté en Suisse. Cependant, en tenant compte des ménages

dont la faiblesse de revenu donnerait droit à cette aide mais qui refusent d'y recourir, la réalité change. Pour les personnes âgées entre 20 et 59 ans, l'OFS travaille avec la notion de «*seuil statistique de pauvreté*», composé du loyer, des primes d'assurance-maladie et du forfait d'entretien du ménage. Il s'agit du minimum social d'existence reconnu par les

...La pauvreté est redevenue un enjeu majeur des politiques sociales suisses...

normes de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS): cela représente, pour une personne seule, 2'200.- par mois, pour une famille monoparentale avec deux enfants, 3'800.-. Ce seuil atteint 4'650.- pour une famille bi-parentale avec deux enfants. Sur cette base, l'OFS évalue le taux de pauvreté de la population totale âgée entre 20 et 59 ans à 9% en 2006. 380'000 personnes (430'000 en intégrant la classe d'âge des 60 ans à 65 ans) auraient été concernées. En comparant ce chiffre avec les 170'000 adultes à l'aide sociale, on constate que 200'000 personnes supplémentaires à celles recensées auraient potentiellement droit à cette aide. Ce

chiffre correspond d'assez près à une estimation selon laquelle environ 50% des ayant-droits potentiels à l'aide sociale n'y recourent pas.

COMPTER LES PAUVRES: CARITAS

De son côté, Caritas a avancé le chiffre d'un million de pauvres vivant aujourd'hui en Suisse sans réussir à couvrir le minimum social d'existence à défaut d'une aide publique. Il est d'une part composé de 250'000 enfants vivant dans des ménages pauvres (bénéficiaires de l'aide sociale et «*working poor*» sans aide sociale) et de presque 200'000 personnes à la retraite au seul bénéfice de l'AVS, qui ne permet pas de garantir à elle seule une retraite digne. S'y ajoutent environ 600'000 personnes pauvres en âge de travailler. Ce dernier chiffre est sujet à discussion car basé sur des seuils de pauvreté plus élevés que ceux utilisés dans la dernière publication de l'OFS évoquée plus haut. Toujours est-il que, même en se basant sur ces chiffres-là, le nombre de personnes considérées comme pauvres atteint près de 900'000 ou 12% de l'ensemble des habitant-e-s de notre pays.

Philipp Müller

POUR EN SAVOIR PLUS

La statistique suisse de l'aide sociale 2005. Résultats nationaux, Neuchâtel: Office fédéral de la statistique (OFS), juin 2007.

La pauvreté des personnes en âge de travailler, Neuchâtel: OFS, mars 2007.

Facteurs de risque des jeunes femmes à l'aide sociale, Neuchâtel: OFS, 2007.

Christin Kehrli, Carlo Knöpfel, *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, Lucerne: Caritas, 2007.

Jonathan Rochat, *Lausanne en mouvement. Une ville à l'écoute de ses exclus*, Paris: Editions Autrement, 2005.

DOSSIER: LA PAUVRETÉ EN SUISSE

Lutter contre l'isolement des familles en situation de pauvreté!

Pages de gauche a rencontré André Isenegger, coordinateur de l'association des familles du quart-monde de l'Ouest-lausannois qui nous a présenté le travail de cette association local qui offre une structure conviviale, de rencontre et de partage permettant aux personnes frappées par la pauvreté de sortir de leur isolement.

PdG: Quelle est l'histoire et le fonctionnement de l'association des familles du quart-monde?

André Isenegger: L'association tire son origine de quatre familles suisses de Renens qui se trouvaient en situation de pauvreté. A partir de 1974, elles se sont réunies dans des lieux qu'on leur mettait à disposition pour aborder leurs problèmes quotidiens. C'est en 1979 que l'association des familles du quart-monde s'est véritablement créée. Ainsi, l'originalité de l'histoire de cette association réside dans le fait qu'elle n'a pas été créée pour des personnes en situation de pauvreté mais par ces personnes. Aujourd'hui encore, les familles considèrent que c'est leur association. Les familles du quart-monde ont toujours été au centre la vie associative. Elles sont vraiment impliquées dans tous les domaines de la vie associative. Quand on dit famille, ça n'exclut pas les personnes seules. Parler de familles est une manière de mettre en avant l'importance du réseau social. Mais il n'y a pas d'obstacle à ce qu'une personne seule participe à nos activités.

L'association des familles du quart-monde est une association locale, de proximité. Elle est en relation avec environ 170 foyers. Il y a un noyau de 80 familles qu'on côtoie régulièrement toute l'année et une vingtaine de personnes sont actives dans les activités bénévoles. Il y a par ailleurs une équipe de cinq personnes professionnelles qui a comme rôle de coordonner les activités, accompagner les familles, animer la vie associative. Il est possible aussi d'adhérer à l'association comme membre de soutien financier, ce qui permet de recevoir le journal

Coude à Coude qui paraît tous les mois et dans lequel les familles écrivent.

Quels sont les objectifs de cette association?

L'association a pour but de permettre aux personnes qui sont socialement défavorisées

Quels sont les types d'activités que vous mettez sur pied?

Des activités qui permettent la rencontre et le ressourcement. Il y a tout d'abord un pôle récréatif, culturel. Nous organisons des sorties culturelles ou de détente le week-end. Nous propo-

A quel type de pauvreté êtes-vous confronté?

Les personnes que nous rencontrons cumulent des difficultés au cours de leur existence: manque de ressources en matière de formation, pas de travail ou un travail précaire, problème de logement, santé fragile, réseau de contacts très restreint. Le cumul de ces difficultés fait que leur situation devient durable. Il y a un fort sentiment d'être tout en bas de l'échelle sociale, de n'être pas reconnu. Les personnes en situation de pauvreté ont souvent vécu de nombreuses expériences d'humiliation. Il y a de ce fait une grande difficulté à faire face au regard des autres.

Quel type de soutien apportez-vous aux personnes qui s'adressent à l'association?

La principal soutien de l'association n'est pas financier. Le soutien que nous apportons est surtout moral. Nous mettons à disposition une structure associative et participative pour lutter contre l'isolement. Nous soutenons aussi les personnes dans des démarches au près d'autres structures qui ont des moyens financiers prévus pour cela. Mais nous ne voulons pas nous substituer aux structures existantes et souvent compétentes, comme l'aide au désendettement, les services dans le domaine de l'emploi ou de l'aide sociale... Notre but est de faire un travail à l'amont, d'être à l'écoute des problèmes, de permettre à des personnes en difficulté de faire les démarches afin d'accéder aux services d'aide, qui souvent, ne les atteignent pas. Car les personnes les plus fragilisées sont aussi celles qui ont le plus de difficultés à faire appel à ces différentes structures.

Suite de l'interview en p. 8



de se rassembler pour partager leurs expériences, valoriser leur expression et leurs capacités. Au fondement de cette dynamique associative, il y a l'idée de refuser que ces personnes restent isolées socialement. L'association ne cherche pas simplement à résoudre individuellement des problèmes ponctuelles, mais à se solidariser autour de la lutte contre la pauvreté, à apprendre des expériences des autres pour mieux faire face à ses propres difficultés. Cela explique l'importance que nous donnons aux activités collectives.

sons aussi ce type d'activités pendant les périodes de vacances car les familles n'ont pas les moyens de partir en vacances.

Nous mettons par ailleurs l'accent sur les activités d'expression à travers des ateliers de création ou de théâtre. Nous organisons régulièrement des rencontres à thèmes qui permettent aux familles de parler de leurs expériences, de donner leur point de vue, de monter des projets... Notre but est de les impliquer dans l'organisation de l'association.

DOSSIER: LA PAUVRETÉ EN SUISSE

Travailler pour être pauvre

Fin de l'interview de André Ise-negger

Quels types de demandes avez-vous de la part des personnes qui vous contactent?

Il arrive que des personnes nous contactent parce qu'elles ont un problème financier ou juridique. Parfois, c'est un service social qui leur indique notre existence. Mais la plupart du temps les familles entendent parler de l'association par bouche à oreille. Elles nous rejoignent parce qu'elles se sentent attirer par l'offre d'activités qu'on leur propose, plus que pour résoudre un problème spécifique. Il y a un fort besoin de relations, de reconnaissance et en entrant dans l'association, ces personnes ont le sentiment de se retrouver en famille. Ensuite, sur la base de ce lien, elles sentent qu'il y a une ressource, qu'elles pourront faire appel à nous pour être appuyées dans une démarche avec des services sociaux, pour des problèmes juridiques ou des médiations... Mais elles nous apportent aussi des ressources en développant des idées de projets et en ayant envie de les partager avec les autres.

Quelle évolution avez-vous remarqué ces dernières années? Les demandes ont-elles changées? Le type de familles qui vous contactent est-il différent?

Nous n'avons pas la capacité d'avoir une idée sur l'évolution générale de la pauvreté. Nous savons qu'il y a d'avantage de pression sur les ménages, qu'ils basculent plus facilement au-dessous des seuils identifiés comme minimaux. Mais, l'association semble être confrontée aujourd'hui au même type de difficultés qu'auparavant. Les personnes que nous côtoyons sont souvent dans une situation de pauvreté héritée. Elles ont souvent connu la pauvreté dans leur propre enfance. On observe une reproduction de la pauvreté à travers les enfants de ces familles. Beaucoup d'entre-eux ont des difficultés dans leur parcours de formation, ont recours très tôt à l'aide social... Il est inquiétant de

voir que les jeunes qui côtoient la pauvreté depuis toujours vont souvent se trouver dans une situation précaire de manière durable. Ils se socialisent ainsi à cette désinsertion, fonderont leur propre famille et transmettront à leurs enfants un ensemble de difficultés.

Quel lien avez-vous avec le monde politique? Qu'est-ce que vous pouvez attendre des autorités politiques?

Chaque année, nous nous mobilisons pour la journée mondiale du refus de la misère le 17 octobre. L'année passée, la mobilisation s'est faite au niveau national. Tout un travail a été réalisé dans les différentes régions de suisses avec des personnes directement confrontées à la pauvreté. Nous avons remis un dossier à Calmy-Rey qui comprenait un ensemble de propositions et de témoignages. Les revendications touchaient des questions de formation, d'accès aux logements, du niveau de ressources pour une vie descente et d'un meilleur accès à la culture pour les familles défavorisées. Une demande essentielle a été de dire «Parlez avec nous et pas sur nous!». Dans ce sens, notre revendication majeure est d'organiser une conférence nationale de lutte contre la pauvreté qui donne une place aux personnes directement confrontées à la pauvreté et à l'exclusion ainsi qu'aux associations, afin de mettre en place un processus de dialogue et de suivi.

De manière plus générale, nous constatons que de plus en plus de personnes sont sans activité car elles ne répondent pas aux critères du marché. La société développe peu de solutions pour ces personnes. Elles ont parfois beaucoup de capacités et de motivation à apporter quelque chose à la société et souffrent de cette forme de mise à l'écart. Il est donc essentiel que nous réfléchissions à des alternatives et que nous ne nous contentions pas seulement des ateliers d'occupation existants.

*Propos recueillis par
Line Rouyet*

On croyait que tout travail méritait un salaire décent et suffisant pour vivre dignement. Pourtant, plusieurs études ont montré au cours des années 1990, notamment suite à différentes publications de Caritas, qui a été un précurseur en Suisse sur cette question, que le phénomène des «working poors» revêtait une ampleur importante et insoupçonnée. C'est seulement suite à ces premières publications que l'Office fédéral de la statistique a enfin commencé à récolter des données plus précises sur la pauvreté.

Qu'entend-t-on par working poor? Selon la définition de l'OFS, il s'agit des «ménages qui, en dépit d'un cumul d'une activité rémunérée d'au moins 90%, ne bénéficient pas d'un revenu se situant en dessus du seuil de pauvreté défini par la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS).» Le seuil de pauvreté se monte à 2'200 francs pour une personne seule, à 3'800 francs pour les ménages monoparentaux avec deux enfants et à 4'650 francs pour les couples avec deux enfants (le seuil de pauvreté prend en compte le loyer, les primes d'assurance-maladie, un forfait pour l'entretien et 100 francs par membre du ménage). Selon les dernières statistiques de l'OFS, les working poors représentaient parmi la population de 20 à 59 ans, près de la moitié de l'ensemble des ménages considérés comme pauvres en Suisse, soit près de 200'000 ménages. Ces chiffres montrent bien qu'on peut être pauvre tout en travaillant.

Les working poors sont surreprésentés dans les secteurs des services peu qualifiés, comme l'hôtellerie et la restauration, ou les services personnels. Il s'agit de postes précaires, peu qualifiés et instables, qui renforcent l'insécurité matérielle et existentielle de ces personnes. Les femmes, les étrangers et les familles monoparentales sont surreprésentés dans ce type d'emplois.

Un aspect scandaleux du phénomène des working poors réside dans le fait que parmi ces ménages une proportion croissante est contrainte de recourir à l'aide sociale pour compléter leur salaire. Cela revient à une forme de subvention du secteur privé par les collectivités publiques.

AM

Jeunes endetté-e-s: une banalité?

En août 2007, la commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse tire la sonnette d'alarme: la précarisation des jeunes est en augmentation. Un phénomène particulièrement inquiétant est celui de l'endettement. Un quart des jeunes entre 16 et 25 ans dépensent plus d'argent qu'ils/elles ne peuvent se le permettre et 80% des personnes endettées l'ont été pour la première fois avant 25 ans.

Dans le climat actuel de société de consommation, on croit souvent que la considération sociale est liée à la détention de certains biens. Les jeunes sont particulièrement touché-e-s par cette volonté de posséder tout et tout de suite, car ils/elles se trouvent à une période de leur vie où le regard des autres est particulièrement important. Les facteurs qui peuvent expliquer l'augmentation du nombre de personnes endettées sont multiples: banalisation du mode de paiement par carte bancaire qui incite à dépenser sans avoir forcément les moyens, mauvais examen de la situation financière des client-e-s par les banques en cas de prêt, omniprésence de la publicité, et en particulier de celle pour le petit crédit à la consommation... Ce phénomène plonge les jeunes dans une spirale de pauvreté et de dépendance à l'assistance sociale. Il est donc urgent de désamorcer cette véritable bombe retardement social!

LR

DOSSIER: LA PAUVRETÉ EN SUISSE

Les défis de l'aide sociale: le cas vaudois

La lutte contre les effets de seuil, le renforcement de la politique de (ré-)insertion professionnelle, la défense des normes et l'amélioration du revenu des «working poors» constituent des enjeux de taille de la politique sociale.



PETER ERIK FORSBERG

L'augmentation du nombre de personnes à l'aide sociale et les polémiques et débats lancés outre-Sarine autour des abus ont tendance à occulter les importants défis auxquels l'aide sociale est confrontée aujourd'hui. Passage en revue de quatre d'entre eux à travers l'exemple vaudois.

COMBATTRE LES EFFETS DE SEUIL

Mise en exergue de façon claire par une récente étude de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS), la sortie de l'aide sociale grâce à l'emploi s'accompagne très souvent de la perte du droit à certaines prestations publiques ou de la réduction de celles-ci. Conséquence: le revenu disponible d'un salarié dont la rémunération est légèrement supérieure aux normes d'aide sociale peut être inférieur à ce que ce même salarié aurait pu toucher en restant à l'aide sociale. C'est ce qu'on appelle dans le jargon l'«effet de seuil». Comme le montre l'étude de la CSIAS, ces effets de seuil atteignent rapidement plusieurs milliers de francs selon les cantons. Arrêt brusque des avances sur pensions alimentaires, réduction drastique des subsides à l'assurance-maladie ou

encore reprise de la fiscalité sont autant de facteurs qui expliquent cette réalité. Ces effets de seuil sont inacceptables à deux titres. D'une part, ils pénalisent celles et ceux qui reprennent un emploi pour regagner leur autonomie financière pour un salaire qui dépasse à peine les normes de l'aide sociale. D'autre part, leur existence peut servir d'argument pour attaquer le niveau des normes d'aide sociale en arguant qu'il suffirait de les réduire pour lisser les effets de seuil.

Dans le canton de Vaud, c'est principalement l'articulation entre le régime des subsides à l'assurance-maladie et le régime du revenu d'insertion (RI = aide sociale) qui pose problème. Ainsi, en 2007, la sortie du RI équivalait dans la plupart des situations à une perte de revenu. Grâce à une série de mesures adoptées par le Conseil d'Etat et le Grand Conseil sur proposition du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS), la donne a changé à partir de janvier 2008. En améliorant le système des subsides et en introduisant la pleine allocation familiale pour l'ensemble des salarié-e-s, l'effet de seuil disparaît pour les ménages sans activité lucrative au RI, qui retrouvent un emploi dont le salaire dépasse les

normes d'aide sociale. Il reste des pertes de revenu pour les «working poor» en raison de la franchise sur le revenu dont ils disposent en étant au RI. Le DSAS est chargé d'élaborer de nouvelles propositions visant à combattre ce dernier effet de seuil dès 2009.

INSÉRER LES JEUNES ADULTES

Environ 70% des jeunes adultes entre 18 et 25 ans qui sont à l'aide sociale ne disposent pas de formation professionnelle certifiée. Ce chiffre est constant depuis de nombreuses années. Dans le seul Canton de Vaud, leur nombre s'élève à environ 1'500. Par un effort conjoint entre le DSAS et le Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC), 250 jeunes adultes se retrouvent aujourd'hui dans un (pré-)apprentissage tout en bénéficiant de l'appui ciblé de spécialistes de l'insertion professionnelle. Le succès de ce programme – un taux de réussite de plus de 70% après la première année scolaire – montre qu'en investissant des moyens conséquents, les résultats ne se font pas attendre. L'alternative, à savoir l'augmentation constante de jeunes dépendants de l'aide sociale, ne doit jamais en être une. Dans le canton de Neuchâtel, un programme comparable a été mis en place par le gouvernement.

DÉFENDRE LES NORMES D'AIDE SOCIALE

Avec la hausse du nombre de bénéficiaires à l'aide sociale, le niveau des normes peut rapidement devenir un enjeu politique. Il est utile de rappeler à cet égard que la tendance générale a clairement été à la baisse ces dernières années. Suppression du revenu minimum cantonal d'aide sociale (RMCAS) à Genève, introduction des normes CSIAS dont le forfait d'entretien devant permettre de garantir un minimum a été réduit pour passer

à 960.- pour une personne seule par exemple, et non-indexation des normes depuis longtemps dans la plupart des cantons sont autant d'exemples de cette péjoration. Dans certains cantons alémaniques, l'introduction des normes CSIAS représente une pure opération d'économies. En effet, à Zurich et Bâle par exemple, près de 60% des bénéficiaires de l'aide sociale ont vu leurs forfaits d'entretien se réduire sans contre-partie. Difficile dans la conjoncture politique actuelle de faire passer une hausse des normes. La défense des acquis doit par contre constituer une position non-négociable.

AMÉLIORER LE REVENU DES SALARIÉ-E-S PAUVRES

Comme le montrent les statistiques, près d'un tiers des ménages «working poors» ont des revenus inférieurs aux normes de la CSIAS. Or, une bonne partie d'entre eux ne s'adresse pas à l'aide sociale. En outre, environ 10% des bénéficiaires de l'aide sociale ont des revenus salariaux couvrant plus de 50% de leurs besoins minimaux. Rien ne justifie leur présence à l'aide sociale. Deux revendications permettraient d'améliorer la situation. D'une part, l'introduction de salaires minimaux supérieurs aux normes de l'aide sociale dans l'ensemble des branches économiques non-conventionnées. D'autre part, la mise en place de prestations complémentaires pour les familles. Ce sont en effet notamment elles qui doivent se tourner vers l'aide sociale.

Philipp Müller

A LIRE

CAROLINE KNUPFER, OLIVER BIERI, IMPÔTS, TRANSFERTS ET REVENUS EN SUISSE, BERNE: CSIAS, 2007.

DOSSIER: LA PAUVRETÉ EN SUISSE

Une aide sociale fédérale: un levier politique pour la gauche

Face aux importants reports de charges de la Confédération vers les cantons et les communes, ne faudrait-il pas envisager un revenu minimum d'insertion au niveau fédéral?

Malgré l'embellie économique de ces trois dernières années, le nombre de pauvres en Suisse demeure à un niveau élevé. Aspect visible de ce phénomène, les dépenses consenties par les collectivités publiques au titre de l'aide sociale inquiètent le public. Les fraudes, très médiatisées, maintiennent les professionnels de l'action sociale dans une position défensive. Elles représentent aussi un risque considérable pour les responsables politiques en charge des départements concernés. Le récent renoncement à sa charge de la municipale des affaires sociales de la Ville de Zürich en est l'exemple le plus récent.

L'AIDE SOCIALE N'EST PAS UNE FATALITÉ

Tout le monde ne «tombe» pas à l'aide sociale. Les facteurs de risque sont identifiés

par nombre d'études sur le sujet: monoparentalité, nombre élevé d'enfants, absence de formation professionnelle achevée, chômage de longue durée, emplois précaires ou intermittents, bas salaires. Les remèdes eux aussi sont connus: augmentation du montant des allocations familiales, soutien aux élèves en difficulté, soutien à la transition école-métier, politique de bourses d'études renforcée, possibilité d'entamer une formation professionnelle pour toute personne qui n'en possède pas, fiscalisation de l'assurance-maladie, introduction d'un salaire minimum, politique d'accueil de la petite enfance.

Les solutions à l'ensemble de ces problèmes passent par un investissement plus grand des pouvoirs publics, une augmentation des dépenses, et dans maints domaines par une harmonisation

ou une centralisation au niveau de la Confédération. Autant dire que ces dossiers seront difficiles à faire évoluer.

REPORTS DE CHARGES MULTIPLES

Mais si les dépenses des cantons et des communes pour l'aide sociale ont connu ces quinze dernières années une forte augmentation, c'est bien sûr en raison du fait qu'elle joue le rôle d'ultime filet social. Or les grandes assurances sociales fédérales que sont l'assurance-chômage (AC) et l'assurance invalidité (AI) ont été révisées dans un sens de plus en plus restrictif. Les conditions d'accès ont été rendues plus difficiles et les prestations ont été diminuées pour certaines catégories de bénéficiaires. Cet ensemble de mesures a répondu à une augmentation des

dépenses de l'AC et de l'AI provoquées pour une grande part par un durcissement des conditions de travail dans les entreprises soumises à une concurrence économique accrue. Les politiques de diminution des prestations ont été mises en place avec facilité parce qu'elles ont donné lieu à un transfert de charges. Nos assurances sociales dépendent de la Confédération et leur financement provient d'une cotisation paritaire sur les salaires, alors que l'aide sociale échoit aux cantons et aux communes qui les financent par leur budget de fonctionnement. Les conséquences de ces déséquilibres institutionnels se lisent, au gré des projets de réformes successifs de l'AC et de l'AI, dans les prises de position de plus en plus agacées et négatives émanant de la Conférence intercantonale des directeurs des affaires sociales et de l'Union des villes suisses.

Des prestations complémentaires pour les familles

Le constat est plus qu'inquiétant. Il y a en Suisse 70'000 enfants dont les parents ont touché l'aide sociale en 2005 et environ 250'000 enfants qui vivent dans des familles pauvres. Pour des parents aux faibles revenus, la fondation d'une famille représente un risque de pauvreté aigu: augmentation des dépenses courantes du ménage, hausse des dépenses de santé, frais de garde. Du côté des pouvoirs publics, peu est fait pour répondre concrètement à cette réalité. Certes, les conditions d'octroi des subsides à l'assurance-maladie sont plus favorables aux familles qu'aux personnes seules ou aux couples sans enfants. Certes, le coût des crèches, là où elles existent, est parfois facturé en fonction du revenu. Ces mesures sont toutefois trop souvent insuffisantes pour empêcher la précarisation ou le recours à l'aide sociale.

Un seul canton a pour l'instant adopté un système qui répond à cette importante problématique. Dans le canton du Tessin, il existe en effet depuis 1996 des prestations complémentaires pour les familles («PC familles»). Directement inspiré des PC AVS/AI, le principe est simple: pour des familles avec enfants en bas âge (jusqu'à 3 ans), les PC familles couvrent les besoins vitaux de l'ensemble du ménage. Les normes en vigueur se situent au-dessus des normes d'aide sociale. Par la suite, pour chaque enfant jusqu'à l'âge de 15 ans révolus les mêmes besoins vitaux sont assurés. Autrement dit: l'enfant n'émerge jamais à l'aide sociale.

Cette expérience a notamment incité la socialiste Jacqueline Fehr à demander à la Confédération de mettre en place un système semblable dans l'ensemble du pays. Déposée en 2000, son initiative parlementaire a débouché sur la mise en consultation d'un avant-projet en 2004. Depuis, on attend. Selon les modèles, la généralisation des PC familles permettrait à plus de 60'000 familles d'éviter le recours à l'aide sociale ou au moins à leurs enfants d'y être inscrits.

PhMü

LA GAUCHE DOIT ÊTRE OFFENSIVE

Dans ce contexte, une revendication de la gauche pour l'instauration d'un revenu d'insertion au niveau de la Confédération trouverait de nombreux alliés parmi les élus cantonaux et communaux. Cette solution se justifierait d'autant plus qu'elle créerait enfin un équilibre entre les trois grands régimes que sont l'AC, l'AI et l'aide sociale. La collaboration interinstitutionnelle en serait logiquement facilitée entre des acteurs poursuivant des objectifs coordonnés, en particulier dans le domaine de l'insertion professionnelle. De plus, les chances de trouver des solutions positives aux problèmes de l'aide à la formation professionnelle, du soutien à la famille ou du salaire minimum seraient nettement plus importantes car la Confédération y aurait un intérêt direct.

A LIRE

LE DOSSIER DU MOIS DE L'ARTIAS, ENJEUX DES PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES POUR FAMILLES, YVERDON-LES-BAINS, AOÛT 2004 SOUS WWW.ARTIAS.CH.

Michel Cambrosio

George Bush: mais pourquoi l'Afrique?

George Bush aura visité 5 pays en 5 jours, montre en main. Cette visite s'inscrit dans la promotion bien comprise des intérêts américains.

A l'occasion de la rapide visite de 5 jours (du 16 au 21 février) du *lame duck president* George Bush dans cinq pays africains (la Tanzanie, le Rwanda, le Bénin, le Ghana et le Libéria), il semble intéressant de faire le point sur deux enjeux de cette visite, la militarisation de l'accès aux ressources minérales et la politique de santé (en particulier contre le HIV).

AFRICOM (AFRICA COMMAND)

Un des principaux enjeux de cette tournée était pour George Bush et les USA de progresser dans l'établissement d'un nouveau centre de commandement militaire opérationnel (AFRICOM) en charge de la coordination des intérêts et des opérations militaires américains en Afrique. AFRICOM devrait donc coordonner les intérêts américains sur le continent, c'est-à-dire que les actions de développement, l'énergie, l'éducation seraient subordonnées à ce centre de commandement, dirigé par un général. Toutefois, ces projets d'établissement physique d'une base sont contrariés. A part le Libéria, peu d'Etats ont manifesté leur envie d'accueillir une telle base (de plus, l'Afrique du Sud et le Nigeria sont fortement opposés à ce projet). Devant ce front du refus, George Bush a répondu à un journaliste ghanéen que les rumeurs de déplacement d'AFRICOM (actuellement basé à Stuttgart) en Afrique étaient infondées: «*That's baloney*» (c'est des bêtises) s'est-il exclamé.

L'engagement militaire américain en Afrique n'est pas nouveau. Dès les indépendances des années 1960 et la guerre froide, les USA se sont engagés à contrer la menace communiste. Cette lecture binaire de la politique a la plupart du temps conduit les USA à soutenir des régimes autoritaires et dictatoriaux ou des guérillas, au mépris de tout autre facteur. Parmi ces pays soutenus, la Somalie, la RDC (ex-Zaïre), le Soudan et le Libéria sont deve-

nus le théâtre de violences et de destructions. Si ce n'est en soit guère une surprise que l'approvisionnement en armes et l'appui financier à des dictateurs contribuent à une déstabilisation générale, les USA ne semblent pas encore avoir appris la leçon. Malheureusement, cet apprentissage est extrêmement douloureux pour des millions de personnes et dorénavant, sous couvert de luttes contre le terrorisme, les mêmes erreurs sont reproduites.

MILITARISER L'ACCÈS AUX RESSOURCES

L'engagement militaire américain a connu un certain reflux suite à la fin de la guerre froide et au dramatique échec de l'opération *Restore Hope* en Somalie en 1993. Toutefois les événements du 11 septembre et la nouvelle donne géostratégique («guerre contre le terrorisme») ont motivé un engagement militaire renouvelé.

Un des principaux objectifs de cet engagement est sans aucun doute de militariser l'accès

aux ressources minérales afin de protéger les sources d'approvisionnement et d'acheminement. En effet, les USA importent plus de pétrole d'Afrique que du Moyen-Orient. Il est estimé qu'à l'horizon 2015, plus du quart du pétrole proviendra du continent africain. Sur fond de concurrence accrue avec la Chine, il apparaît donc indispensable de protéger les sources existantes et d'essayer d'étendre le contrôle sur de nouvelles zones (par exemple en Tanzanie, gratifiée d'une «aide» de plus de 700 millions de dollars).

POLITIQUE DE LA SANTÉ ET LUTTE CONTRE LE VIH

Un des autres objets de la visite de Bush a été la promotion du *President's Emergency Plan for AIDS Relief* (PEPFAR) – le plan d'urgence du président pour lutter contre le SIDA. Ce plan est passablement critiqué, notamment pour les raisons suivantes : en premier lieu, il s'agit d'une création unilatérale de l'administration américaine, alors même qu'il existe déjà d'autres fonds, bien établis. De

plus, par rapport à la grandeur de l'épidémie de VIH, la dotation du fonds est assez faible. C'est sans compter que, pour des raisons idéologiques, le fonds favorise les programmes qui privilégient l'abstinence jusqu'au mariage et ainsi empêche la distribution de préservatifs ainsi qu'une réponse adaptée aux besoins des différentes communautés. Cet accent sur une seule méthode de prévention va à l'encontre des programmes qui ont obtenu le plus de résultats. Enfin, le fonds privilégie l'achat de médicaments non-généralistes en ne reconnaissant pas la liste de médicaments de l'OMS et enrichit donc en partie les grandes multinationales du médicament.

Cette visite d'un président affaibli révèle que George Bush - et au-delà les néo-conservateurs - garde un pouvoir de nuisance et poursuit un programme de militarisation (Irak, Afghanistan, etc.) de l'accès aux ressources, tout en promouvant des politiques sociales conservatrices.

Mathieu Gasparini



Le pilotage à vue du Conseil fédéral

COMITÉ D'INITIATIVE MATÉRIEL DE GUERRE

Les marchands
d'armes
vous sou-
haitent:



Joyeuses Pâques!
www.materieldeguerre.ch GSSA

Les marchands d'armes sont sûrement contents. En effet, selon des chiffres publiés par le SIPRI (un institut suédois de recherche sur les armes et les conflits), les dépenses militaires mondiales en 2006 se seraient élevées à 1'204 milliards de dollars. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis la fin de la guerre froide. Les Etats-Unis restent les principaux exportateurs d'armes (55% des ventes), suivis du Royaume-Uni (14%), de la Russie (9,6%), de la France (5,9%), et d'Israël (5,3%). De

son côté la Suisse n'est pas en reste, puisqu'en 2007, elle aura exporté pour 464,5 millions de francs de matériel de guerre (soit 17% de plus qu'en 2006).

DE STANS À N'DJAMENA

Dans ce paysage idyllique, l'affaire du Pilatus tchadien ne détonne pas. Bien entendu, tout est de la faute des Tchadiens. C'est eux qui ont violé les termes du contrat, c'est eux qui ont armé le Pilatus PC-9, ce sont leurs pilotes qui ont bombardé divers objectifs et ce

L'affaire du Pilatus vendu au Tchad ne fait que souligner la courte vue du Conseil fédéral en matière d'exportation d'armes de guerre.

sont surtout eux qui ont acheté l'inoffensif avion. Si dans un premier temps, Pascal Couchepin affirmait devant la presse étrangère à Genève que l'avion avait été «acheté sur Internet», la réalité est moins «virtuelle». Ainsi, en 2006 le Tchad achète à l'entreprise de Stans, de plein droit, un Pilatus PC-9. L'exportation de cet avion n'est pas régie par la loi sur le matériel de guerre, mais par la loi sur le contrôle des biens. L'achat de cet avion devait remplacer un des deux Pilatus PC-7 utilisés par le Tchad (ce qui - en excluant l'aviation française - représente la totalité de l'aviation tchadienne). Dès janvier 2008, des images diffusées notamment par la télévision alémanique, montrent clairement que ce PC-9 avait été armé et servait dans des combats. Cela a obligé le SECO à «prendre très au sérieux ces images» et à réagir avec la suite que l'on connaît.

IL EST URGENT DE CHANGER DE POLITIQUE

En plus de la déjà longue histoire de l'engagement armé des Pilatus (Birmanie, Guatemala, Angola, Irak, Afrique du Sud, Mexique), cet épisode s'inscrit aussi dans la droite ligne de décisions très

contestables du Conseil fédéral. En effet, en 2005 il s'était embourbé dans des affaires de vente de chars M-109 et M-113, dans de vraies fausses ventes au Pakistan, aux Emirats Arabes Unis, à l'Irak ou encore au Maroc.

Ainsi, au lieu de toujours chercher à se défaire sur les autres - ces acheteurs non fiables à qui on vend des armes qui n'en sont pas (mais quand même un peu) - il serait temps de s'attaquer, pour le coup, à la vraie cause. Reconnaissons que la vente d'armes ne contribue pas à plus de justice sociale, d'équité et de sécurité. Les exemples actuels, affreusement nombreux, confirment ce constat. Dans ce sens, l'initiative populaire fédérale «pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre» (qui a abouti fin 2007 et qui interdirait l'exportation de Pilatus, comme celui vendu au Tchad), tout comme celle en cours «pour la protection contre la violence des armes» pointent dans la bonne direction. Ces initiatives mettent en évidence la terrible inaction du Conseil fédéral dans le domaine des armes aussi bien militaires que civiles.

Mathieu Gasparini

Poste: Le Conseil fédéral baise les pieds d'economiesuisse

Par B. Faillettaz

Dans le fond, il était bien utile, Blocher, au Conseil fédéral. Cible idéale, mouton noir (!) du gouvernement, il servait d'exutoire à la gauche et au PS en particulier. Chaque fois que le Conseil fédéral décidait à droite, c'était lui ! Bon, pourquoi pas ? Seulement que maintenant on est un peu embêté. Parce que Blocher parti, ou plutôt viré, le Conseil fédéral continue à mener une

vraie politique de droite. Vous pouvez les tourner comme vous voulez, les faire parler allemand ou français, les UDC restent UDC, les radicaux, des radicaux, les PDC, des PDC et les socialistes... euh... bonjour!

Sa décision de libéraliser complètement le marché postal dès le 1er avril (ça ne fait même pas rire !) 2012 est un véritable coup fourré contre Moritz Leuenberger qui voulait aller plus lentement. Mais

pour lui ce n'est pas si grave : avaler des couleuvres, il a pris l'habitude. Par contre il y aura d'autres victimes : la population, les consommateurs et l'économie. Des régions périphériques c'est certain. Mais des villes aussi. Parce que, qui va financer le service universel ? Le réseau d'offices de poste ? Les tarifs indépendants de la distance ? Et les plus beaux cocus de toute cette affaire seront bien sûr les employés. La Poste a déjà annoncé devoir

supprimer 1000 offices de poste (faites le calcul du nombre d'emplois) ou diminuer les salaires de son personnel de 30%!

Cette libéralisation ne sera utile à personne. Ni à l'économie, ni aux consommateurs ni aux PME, ni aux employés. Solidaires, tous ensemble, nous allons y faire échec. Parce que le référendum existe. Il sera notre meilleure arme contre la sainte alliance du Conseil fédéral et d'economiesuisse.

«Rolex Learning Center»: un pas vers la privatisation de l'EPFL?

Patrick Aebischer, président de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), posait le 12 février dernier les premières pierres du «Rolex Learning Center», autrement dit de la nouvelle bibliothèque centrale de l'EPFL. L'occasion de revenir sur quelques évolutions récentes de cette institution.

Par Alexandre Rydlo,
assistant-doctorant à l'EPFL

Si la presse s'est fait unanimement l'écho, voire l'éloge, de cet événement, elle a passé sous silence les interrogations de la communauté scientifique de l'EPFL sur ce nouveau bâtiment et ses craintes sur l'indépendance de la recherche.

UN PROJET DISPROPORTIONNÉ?

D'une surface égale à deux fois et demie celle d'un terrain de football pour un seul étage, et offrant en sous-sol un parking de 500 places, le bâtiment semble tout d'abord en opposition avec les principes d'urbanisme du Schéma directeur de l'Ouest lausannois qui privilégient une densification raisonnable, une utilisation parcimonieuse des espaces et une incitation à la mobilité douce. Sa construction qualifiée d'écologique et durable mais faisant appel à de lourds volumes de béton semble ensuite, selon certains spécialistes, et contrairement à ce qu'affirment les responsables du projet, ne jamais pouvoir

satisfaire aux exigences du label Minergie P.

Avec une architecture vantée comme futuriste, le bâtiment paraît, selon les bibliothécaires chargés de l'évaluer, ne pas correspondre aux attentes élémentaires pour une bibliothèque. De l'aveu même des responsables, il a fallu lutter contre les architectes pour arriver à une conception acceptable. Et c'est sans parler de la lutte qu'ont dû mener les associations de défense des handicapé-e-s pour rendre le bâtiment accessible. Enfin, le coût de cent millions de francs – cinquante à la charge de la Confédération et cinquante à la charge de sponsors privés dont trente pour la seule entreprise de luxe ROLEX – semble totalement déplacé.

Si la nécessité d'une bibliothèque centrale plus grande n'est pas remise en question, un bâtiment aux dimensions moins extravagantes et au prix moins élevé aurait non seulement très bien répondu aux besoins, mais aurait permis de se satisfaire de la seule contribution fédérale. Cela aurait contredit les propos du président

de l'EPFL, selon lesquels ce type de réalisation n'est possible que par un apport de l'économie privée.

Certains membres de la communauté de l'EPFL en viennent d'ailleurs à se demander si la démesure de cette réalisation n'est pas due à un ego surdimensionné de Patrick Aebischer plutôt qu'à ses qualités de visionnaire qu'une presse bien pensante lui attribue.

UN PARTENARIAT DANGEREUX POUR L'AVENIR?

Depuis quelquetemps, pas un mois ne se passe sans que l'EPFL n'annonce un nouveau partenariat important avec une entreprise privée. Ces partenariats sont issus de la volonté de Patrick Aebischer de rendre l'EPFL de moins en moins dépendante financièrement de la Confédération et de la calquer sur le modèle des plus grandes universités anglo-saxonnes. Ils se limitent pour l'instant à quelques millions de francs, et ne constituent qu'environ 10% du budget de fonctionnement de l'EPFL, mais suscitent de plus en plus de craintes au sein de la communauté scientifique, qui y

voit le début d'une atteinte à l'indépendance de ses recherches.

A sa décharge, Patrick Aebischer, dont le troisième mandat sera clairement voué à augmenter la part des mécénats et des partenariats avec des entreprises privées, affirme mettre l'indépendance académique au cœur des négociations précédant la signature des contrats. Soit. Mais lorsqu'il s'agit d'en débattre, force est de constater que ni lui, ni les membres de sa Direction, ne font l'effort d'aller au contact de la communauté scientifique afin de dissiper ses craintes. Le débat n'a pas lieu.

Si des partenariats avec le secteur privé sont nécessaires – et même louables – pour une école dont le but est de former des ingénieur-e-s, il est essentiel aujourd'hui de donner un cadre institutionnel clair à ce type de contrats pour que l'indépendance de la recherche soit garantie, mais aussi pour éviter à long terme, une mainmise privée dans un secteur clé du service public suisse, la formation universitaire. L'EPFL ne doit pas devenir EPFL SA.

L'IHEID ou l'avant-garde d'une nouvelle ambition néolibérale

Le paysage universitaire suisse a beaucoup changé ces dix dernières années. L'orientation choisie, avec la mise en œuvre sans concertation aucune de la déclaration de Bologne (signée en 1999 par les ministres européens de l'éducation et par Charles Kleiber, alors secrétaire d'Etat à l'éducation et de la recherche) allait dans le sens d'une mise en compétition des universités publiques, et d'une standardisation des plans d'études (deux cycles d'études principaux: un bachelor de trois ans, suivi d'un master et des cours validés par des crédits).

A l'époque, les associations d'étudiant-e-s avaient prévenu

contre le risque d'un aggravation de l'élitisme du système universitaire suisse et son assujettissement à l'économie. Un risque d'augmentation significative des taxes d'études avait également été souligné. Bien entendu, ces positions avaient été méprisées par les autorités et les thuriféraires de la «modernité académique» comme relevant du domaine de l'absurde.

Tellement absurde que le nouvel Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID), fruit de la fusion-absorption de l'IUED par l'IUHEI et voulue par la Confédération, proposera

pour ses nouveaux masters des taxes d'études comprises entre 3'000 et 5'000 fr.- (contre 1'000.- actuellement à l'université de Genève). Il est intéressant de constater que la hausse des taxes d'études était une mesure proposée depuis longtemps par l'économiesuisse (PdG no. 20, 2004) et endossée par Charles Kleiber.

QUELLE NOUVELLE AMBITION? L'IHEID, «au service d'une nouvelle ambition pour Genève» (dixit Charles Beer, Conseiller d'Etat PS en charge de l'éducation à Genève, *Le Temps* du 27 novembre 2007), s'inscrit clairement dans l'esprit de

Bologne. Ainsi, il n'est guère étonnant que la compétitivité internationale soit le principal leitmotiv du nouvel institut et que la question des taxes soient reléguées au rang de vulgaire «archaïsme» (encore Charles Beer).

Ainsi concurrence, compétitivité, production et attractivité suffisent comme programme et améliorer le ranking constitue un but en soit. Par contre, former, développer, partager des connaissances et démocratiser les études ne sont pas des objectifs pertinents. Célébrons donc cette nouvelle ambition!

Le Monde selon Monsanto: une enquête terrifiante

Pour celles et ceux qui auraient manqué la diffusion sur la Télévision suisse romande ou sur Arte de ce documentaire d'une qualité exceptionnelle, nous recommandons de le visionner au plus vite (www.arte.fr). Un livre retraçant toute l'enquête de la réalisatrice Marie-Monique Robin est également disponible aux éditions de la Découverte.

Marie-Monique Robin, lauréate du Prix Albert-Londres (1995) est journaliste et réalisatrice, elle a réalisé de nombreux documentaires – couronnés par une dizaine de prix internationaux – et reportages tournés en Amérique latine, Afrique, Europe et Asie. Elle est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages.

Son film retrace l'histoire de Monsanto, une multinationale américaine, aujourd'hui leader mondial des OGM, et considérée comme l'un des plus grands pollueurs de l'ère industrielle. Avec 17 500 salariés, un chiffre d'affaires de 7,5 milliards de dollars en 2006 et une implantation dans quarante-six pays, Monsanto représente le leader mondial des OGM, mais



aussi l'une des entreprises les plus controversées de l'histoire industrielle. Production de PCB (polychlorobiphényles, vendus en France sous le nom de pyralène), de polystyrène, d'herbicides dévastateurs (comme l'agent orange pendant la guerre du Viêtnam) ou d'hormones de croissance bovine et laitière (interdites en Europe): depuis sa création, en 1901, la firme a accumulé les procès en raison de la toxicité de ses produits. Pourtant, aujourd'hui, Monsanto se présente comme une entreprise des « sciences de la vie »,

récemment convertie aux vertus du développement durable. Grâce à la commercialisation de semences transgéniques, conçues notamment pour résister aux épandages de Roundup, l'herbicide le plus vendu au monde, elle prétend vouloir faire reculer les limites des écosystèmes pour le bien de l'humanité.

Après une enquête de trois ans, en Amérique du nord et du sud, en Europe et en Asie, le film reconstitue la genèse d'un empire industriel, qui, à grand renfort de rapports mensongers, de collusion avec l'ad-

ministration nord-américaine, de pressions et tentatives de corruption, est devenu l'un des premiers semenciers de la planète.

En s'appuyant sur des documents et des témoignages inédits de scientifiques, victimes de ses activités toxiques, avocats, hommes politiques et de représentants de la *Food and Drug Administration* ou de l'*Environmental Protection Agency* des Etats Unis, le documentaire montre comment, derrière l'image d'une société propre et verte décrit par la propagande publicitaire, se cache un projet hégémonique menaçant la sécurité alimentaire du monde, mais aussi l'équilibre écologique de la planète.

Qu'en est-il exactement? Quels sont les objectifs de cette entreprise, qui, après avoir longtemps négligé les impacts écologiques et humains de ses activités, s'intéresse tout à coup au problème de la faim dans le monde au point de se donner des allures d'organisation humanitaire?

Stéphanie Pache

Kusturica à la cinémathèque

La cinémathèque suisse propose un cycle Kusturica pendant tout le mois d'avril 2008 (<http://www.cinematheque.ch>). Emir Kusturica est un cinéaste qui divise. Quand on ne lui reproche pas sa partialité dans le conflit des Balkans, on se plaint de le voir rabâcher les mêmes rengaines visuelles. Irréductiblement baroque et carnavalesque à une époque où ce style semble suspect, il est de ces créateurs qui ont imposé leur univers une fois pour toutes et en déclinent de nouveaux épisodes, des variantes à l'infini.

Le réalisateur et musicien est souvent très engagé dans les

propos qu'il tient lors d'interviews - même si, selon le pays ou la date où est effectuée l'interview, les propos peuvent varier énormément. Cet engagement politique se reflète dans ses films, qui présentent souvent les différents côtés d'un conflit sous un éclairage original. Par exemple, *Chat noir, chat blanc*, film apparemment apolitique, a été tourné sur les rives du Danube quelques mois avant qu'elles soient pilonnées par l'OTAN en 1999. Et dans *La vie est un miracle*, le conflit bosno-serbe est montré depuis le point de vue d'un Serbe de Bosnie, chassé de ses terres par les bosniaques.

Ecœuré par la polémique que déclenche *Underground*, fresque flamboyante et cruelle sur l'histoire de l'ex-Yougoslavie, Emir Kusturica annonce en 1995 qu'il jette l'éponge. Lauréat d'une seconde Palme d'or dix ans après *Papa est en voyage d'affaires*, le réalisateur du *Temps des gitans* aurait ainsi pu se retirer au sommet de son art, au terme d'un parcours jalonné des plus prestigieuses distinctions depuis le Lion d'or de la première œuvre reçu à Venise pour *Te souviens-tu de Dolly Bell?* (1981); et d'un détour par les Etats-Unis, où cet ancien élève de la FAMU de Prague est allé tourner *Arizona*

Dream sans céder aux sirènes d'Hollywood.

Heureusement, le plus rock'n'roll des auteurs européens - *Super 8 Stories* en témoigne - n'a pas tardé à reprendre du service! Furieuses comédies auxquelles s'ajoute aujourd'hui *Promets-moi*, *Chat noir, chat blanc* et *Life is a Miracle* démontrent la vigueur intacte d'un cinéaste allumé, dont chaque film est un nouveau délire emporté par un lyrisme surréaliste et la musique endiablée des Balkans. Son prochain film? Un documentaire sur le joueur de football Maradona...

«Il faut recréer le lien social, redonner sens aux échanges horizontaux»

Marianne Enckell est l'animatrice du CIRA, Centre international de recherches sur l'anarchisme, qui a fêté ses cinquante ans d'existence à Lausanne l'an dernier. Pages de gauche a voulu en savoir plus sur l'engagement de cette personnalité et sur la pensée anarchiste.

PdG: A quand feriez-vous remonter votre premier engagement militant?

Marianne Enckell: Au mouvement anti-atomique, au début des années 60. A l'époque, nous militions contre les armes atomiques et croyions encore à l'utilisation pacifique de l'atome. Pour moi, ça a été un premier engagement très fort... J'ai passé un mois au gymnase avec un blouson sur lequel j'avais brodé «*Non à la bombe, oui à l'initiative*».

Les réunions, les marches de Pâques entre Lausanne et Genève, ces mobilisations me fournirent des lieux de rencontre et de discussions, avec des

J'ai passé un mois au gymnase avec un blouson brodé «Non à la bombe, oui à l'initiative»

anti-militaristes, des anars. En particulier, je me souviens du fondateur du centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA), Pietro Ferrua.

A la même époque, une bombe explose devant le consulat espagnol à Genève pour protester contre la condamnation à mort de militants et moi, anti-militariste, pacifiste, ça m'avait un peu secouée. Est-ce utile? Est-ce défendable? Je me suis mise alors à la lecture de plusieurs ouvrages, sur l'Espagne d'abord puis sur l'anarchisme en général.

Pourquoi l'anarchisme plutôt qu'un autre mouvement de gauche?

Une raison très pratique tout d'abord: au début des années 60, il n'y a presque aucun mouvement politique de gauche en Suisse. Dans le mouvement anti-atomique, il y avait plusieurs membres de la Jeunesse du POP mais... ils étaient

staliniens. Ils étaient brillants, sympathiques mais ils suivaient la ligne. Il y avait aussi les maos mais ils étaient bien pires!

Quelles étapes ont rythmé votre vie militante?

Aux alentours de '68, on a ressenti un nouveau souffle... Avant, on ne trouvait simplement pas de bouquins anarchistes dans les librairies. Il y a eu beaucoup de rééditions, en édition de poche notamment. Et puis, le développement de moyens de photocopie bon marché et de meilleure qualité a permis une meilleure diffusion de tracts, de canards divers... Le regain de '68 a donc été permis à la fois par de nouvelles mobilisations et par les moyens techniques nécessaires à leur accompagnement. C'est intéressant de noter qu'une autre grande vague montante, celle des années '90, conjugait un peu les mêmes facteurs: forts mouvements sociaux avec les manifs anti-mondialisation d'une part et nouveau développement technique avec Internet d'autre part.

Il y eut ensuite le mouvement de libération des femmes (MLF). Ça a été une expérience de terrain, de mise en pratique de mes valeurs. Avec le MLF se repose toute la question du lien entre la vie quotidienne et la théorie, le projet révolutionnaire. Ça a été une lutte très provocatrice, ironique, drôle. On y allait, on disait des gros mots, on adoptait des comportements obscènes. Parallèlement, on faisait vraiment passer un message important, avec des centaines de femmes qui ont participé aux groupes locaux, à la permanence pour les avortements, ensuite au dispensaire des femmes. Il y a beaucoup de boulot concret qui s'est fait.

Au fil des années, il y a

évidemment eu la participation à des groupes de discussion, à des mobilisations ponctuelles mais mon plus gros travail, je l'ai fait au CIRA pour lequel je passe entre dix et quarante heures hebdomadaires.

Où en est le CIRA, après plus de quarante années d'existence?

Au niveau matériel, le CIRA devait absolument récolter 150'000 francs afin de racheter le terrain où nous sommes installés. La campagne a donné des résultats inespérés et en moins de six mois la somme était récoltée. Les dons sont arrivés de partout: des squatters à Rome qui organisent une soirée de soutien, des Finlandais, des Japonais. Et puis des gens d'ici qui ne sont peut-être jamais venus au CIRA mais qui trouvent que c'est un lieu important. C'est une grosse responsabilité maintenant parce qu'il faut qu'on tienne le coup... Cette campagne a popularisé le CIRA et nous avons de plus en plus de demandes. C'est une bibliothèque gérable mais qui regroupe tout de même 18'000 livres, 4'000 titres de journaux, des milliers d'affiches et des centaines de vidéos. C'est grâce à l'investissement régulier – et très souvent bénévole – de nombreuses personnes que cet endroit fonctionne.

Quels auteurs vous ont le plus influencée?

Il y a évidemment les grands classiques de l'anarchisme, Elisée Reclus, Kropotkine particulièrement. L'écologie sociale m'a également beaucoup influencée, avec Murray Bookchin. Ce dernier a développé un discours contre la hiérarchie, contre la domination. C'est l'idée qu'une société écologique doit être une société

sans domination. La domination de l'Homme sur la Nature, c'est la même que celle de l'Homme sur l'Homme.

Quelle originalité peut apporter la pensée anarchiste aux débats qui animent actuellement la gauche suisse?

Il n'y a pas, tout d'abord, «un» mouvement anarchiste. Il y a certes quelques groupes, comme l'organisation socialiste libertaire, mais il y a surtout un réseau de gens qui se sentent proches des idées anti-autoritaires sans forcément accepter telle ou telle étiquette.

Sur le plan des idées, prenons par exemple la lutte aux côtés des sans-papiers. Il y a ceux qui disent «des papiers pour les sans-papiers», les anars répondent «des papiers pour personne». Ceci dit, c'est clair que pour que tout le monde puisse dire «des papiers pour personne», il faut déjà que tout le monde ait des papiers. Nous n'avons pas de solutions miracles à apporter mais nous essayons d'enrichir le débat.

Et que dire du rôle de l'Etat social, leitmotiv de la gauche politique?

Ni une société précarisée, ni une société assistée ne peuvent assurer un véritable lien social. Si l'Etat est trop bienveillant, ne peut-il pas y avoir une démission, une démobiliation individuelle? Lorsqu'un syndicat dit à ses membres: «Payez vos cotis, on s'occupe de tout.», on ne peut pas y militer. Si l'on croit que les solutions ne peuvent pas venir d'en haut à coup de législations, il faut alors recréer le lien social, redonner sens aux échanges horizontaux et à l'idée de communauté.

Propos recueillis par Romain Felli et Julien Wicki

Friedrich Engels

«C'est très bien de dire «la propriété c'est sacré» et cela sonne bien agréablement aux oreilles des bourgeois, mais pour celui qui n'a pas de propriété, ce caractère sacré disparaît de lui-même. L'argent est le dieu de ce monde. Le bourgeois prend au prolétaire son argent, et en fait ainsi pratiquement un athée. Rien d'étonnant par conséquent, si le prolétaire met son athéisme en pratique en ne respectant plus la sainteté ni la puissance du dieu terrestre. Et lorsque la pauvreté du prolétaire s'accroît au point de le priver du strict minimum vital, aboutissant à un total dénuement, la tendance au mépris de tout l'ordre social grandit encore davantage.»

Friedrich Engels (1845), *La situation de la classe laborieuse en Angleterre. D'après les observations de l'auteur et des sources authentiques.*

Friedrich Engels (1820-1895) fut un des théoriciens majeurs du socialisme, grand ami de Karl Marx avec qui il rédigea quelques-uns de ses textes les plus célèbres (*Manifeste du parti communiste*, 1848). La situation de la classe laborieuse est une grande enquête de «terrain» sur les conditions de vie des ouvriers de l'Angleterre victorienne, au cœur de la révolution industrielle.



agenda

Du 6 mars au 26 mai
Conférences à l'enseigne des Communes sans OGM.

Genève, Lausanne, Fribourg, Martigny, Delémont, Sion, Chézard-Saint-Martin / NE
WWW.STOPOGM.CH/
HTMLFILES/COMMUNES.HTML

25 mars
Assemblée générale du GSsA Romandie.

20h00, Maison des Associations, rue des Savoises 15, Genève.
WWW.GSSA.CH

4 avril
Cuba, l'UE et les droits de l'homme.

Réponse aux mensonges de Reporters sans frontières, avec Salim Lamrani – org. ASC & Fachschaft für Sozialpolitik und Sozialarbeit, soutien attac fribourg.

19h00, Université Miséricorde, salle 3117, Fribourg.
WWW.LOCAL.ATTAC.ORG/
FRIBOURG/AGENDA08.
HTM

Du 7 au 16 mars
Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains.

6e édition – Le Festival est dédié en 2008 à Aung San Suu Kyi.
Maison des Arts du Grütli, Genève.
WWW.FIFDH.CH

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes

Paroles riches

«Moi, je suis rentré à l'assistance publique, j'avais deux ans. J'avais une famille. J'ai travaillé, donné des coups de main à gauche à droite. Premièrement, j'étais dans le bâtiment, c'était des coffrages de béton qu'on coule et ça monte les immeubles (...) Après le béton, le fil de fer, le grillage. J'ai fais ça à partir de 16 ans. Après quand j'étais plus vieux j'ai travaillé dans une mine.» Michel, clochard.

«Après j'ai travaillé dans un centre de repos, en tant que menuisier-entretien. Là j'ai travaillé six mois, ça marchait bien, mais là aussi c'était un TUC, donc le salaire ne suivait pas parce que j'avais quand même un loyer à payer, j'avais 2'000 francs (français) et quelques de loyer et j'avais un salaire de 2'000 francs, ça pouvait pas aller. Alors j'ai cherché autre chose, j'ai commencé à faire un CAP en taille de pierre ... encore la veine ! je suis tombé sur un employeur qui payait pas non plus, en tout cas pas régulièrement.... là, c'était vraiment la joie !...» Alain, ouvrier d'usine.

«Le travail qu'on fait est un travail de fourni. On essaie de faire en sorte que les jeunes aient accès à l'emploi, mais dans l'état dans lequel ils nous arrivent c'est pas possible de les mettre à l'emploi, donc c'est tout un travail de mobilisation sur un projet et de mise en formation. (...) On arrive à les faire qualifier avec le crédit formation, ils nous reviennent avec un diplôme et on tourne en rond puisqu'il n'y a à nouveau le problème de l'emploi.» Directeur d'une mission locale pour l'insertion des jeunes.

«Normalement, c'est le SMIC, c'est pas grand chose, c'est 5'400 francs (français), c'est pas évident non plus pour payer tout ce que j'ai à faire et puis tout le retard, je m'en sortirai jamais, c'est pas possible. Faudra que je me prive jusqu'à combien de temps comme ça, c'est pas possible.» Chômeuse.

Témoignages tirés de *La misère du monde*, 1993, Paris: Seuil. sous la direction de Pierre Bourdieu.